

Unité départementale du Haut-Rhin  
2, place du Général de Gaulle  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 05/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines**

LA VANCELLE  
BP 68  
67730 La Vancelle

Références : 0006700403\_2026\_04\_23\_Rossmann\_VIPPC  
Code AIOT : 0006700403

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines implanté 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le suivi des éléments demandés lors de l'inspection du 7 mai 2025 et dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROSSMANN Sainte-Croix-aux-Mines
- 6 RUE DU MOULIN 68160 Sainte-Croix-aux-Mines

- Code AIOT : 0006700403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La papeterie ROSSMANN produit des rouleaux de papier recyclé à destination de divers clients dont la cartonnerie ROSSMANN spécialisée dans le carton ondulé.

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le porter à connaissance relatif au prélèvement en eau dans le forage qu'il a mis en place dans un délai n'excédant pas 3 mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Débit minimum biologique	Code de l'environnement du 12/03/2023, article L. 214-18	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Mesure des prélèvements de la liepvrette pour alimenter le canal usinier	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Ouvrages de prélèvement – maintenance	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Rejets Air - périodicité	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3 de l'annexe I	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des démarches relatifs aux points pour lesquels des actions correctives ont

été demandées en 2025. Toutefois, ces démarches n'ont pas abouti au respect des prescriptions contrôlées.

Le contrôle fait ainsi l'objet de trois proposition de mise en demeure et d'une demande de justificatif.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Débit minimum biologique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/03/2023, article L. 214-18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement – obstacle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/05/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>I.-Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces vivant dans les eaux au moment de l'installation de l'ouvrage ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite. Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.</i></p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection du 7 mai 2025, il était demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de mettre hors d'état de manipulation la vanne de la rivière de la Goutte Saint Blaise puisque sa manipulation avait conduit en mars 2025 à rompre la continuité écologique de la rivière ;</li><li>- de s'assurer, en tout temps, du respect du débit minimum biologique dans la Liepvrette, sur la base de mesures fiables dans le canal usinier (les mesures au flotteur constatées n'étaient pas suffisamment fiables) et de mesures dans la Liepvrette, l'exploitant pouvant s'appuyer pour cette dernière de mesures réalisées par d'autres organismes.</li></ul> <p>Il est constaté que l'exploitant a mis hors d'état de manipulation la vanne de la rivière de la Goutte Saint Blaise en ôtant définitivement la partie "guillotine" de la vanne, la rendant inopérante.</p> <p>Il est également constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de mesures supplémentaires dans le canal usinier ni dans la Liepvrette. Pour cette dernière mesure, il n'a pas évalué la possibilité de s'appuyer sur des mesures réalisées par d'autres organismes.</p>

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il a maintenu dans le lit du cours d'eau le débit minimum biologique, notamment lors de l'épisode de sécheresse survenu au cours de l'été 2025. Cela constitue une non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 2 : Mesure des prélèvements de la liepvrette pour alimenter le canal usinier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé et d'un système permettant d'afficher en permanence ou pendant toute la période de prélèvement, pour les prélèvements saisonniers, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation accompagnées, s'il s'agit d'un arrêté collectif, de l'identification du bénéficiaire. [...]</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 7 mai 2025, il était constaté que l'exploitant avait réalisé entre le 30 avril 2024 et le 3 septembre 2024 des mesures ponctuelles dans le canal usinier à l'aide d'un flotteur. La fiabilité de ces mesures avait été questionnée, d'autant plus que celles-ci ne tenaient pas compte de la canalisation arrivant de la rivière de la Goutte Saint Blaise (la mesure était alors surestimée).</p> <p>Il était demandé à l'exploitant de disposer de moyens de mesures ou d'évaluation appropriés du volume prélevé à Liepvrette, dans le but de vérifier que l'exploitant maintenait dans le lit du cours d'eau le débit minimum biologique en tout temps.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- a fiabilisé la mesure du prélèvement d'eau pour l'usine à l'aide de débitmètres connectés lui permettant de suivre en tout temps le prélèvement d'eau dans le canal usinier ;</li> <li>- n'a pas mis en place de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés pour disposer des débits prélevés dans la Liepvrette pour alimenter le canal usinier.</li> </ul> <p>Cela constitue une non-conformité.</p> <p>L'exploitant indique qu'il est en cours de réflexion quant à la modification du canal usinier de telle sorte à ce que le débit prélevé corresponde à ses besoins en eau uniquement, ceux-ci étant</p>

nettement inférieurs (environ 8m <sup>3</sup> /h) à ceux prélevés dans le canal usinier (estimées en 2024 entre 190 et 1000m <sup>3</sup> /h).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Ouvrages de prélèvement – maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvement – maintenance
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/05/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>[...] Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvements par pompage ou dérivation, drainage ou tout autre procédé. Il s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.[...]</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 7 mai 2025, il était constaté la présence de sédiments gênant le passage du cours d'eau et du prélèvement. Compte-tenu des responsabilités respectives (propriétaire de l'ouvrage : commune, bénéficiaire: exploitant) et des démarches à engager le cas échéant pour le retrait des sédiments (analyse des sédiments, demande à la préfecture), il était demandé à l'exploitant de s'assurer de l'entretien régulier de l'ouvrage de prélèvement par le propriétaire de l'ouvrage (commune).</p> <p>L'exploitant indique qu'il a pris attache d'un organisme extérieur pour la faisabilité de l'analyse des sédiments mais n'a rien engagé à ce stade. L'exploitant indique également qu'il n'existe actuellement aucune convention entre la commune et l'exploitant permettant de définir les rôles respectifs. Il est convenu oralement que l'exploitant ou la commune dégage le cas échéant les sédiments gênant le passage du prélèvement lorsque cela devient critique (baisse drastique du volume d'eau prélevé dans le canal usinier).</p> <p>Cependant, l'exploitant constate qu'il a dû arrêter sa production pendant 12 heures au cours du mois de mars parce que les sédiments présents détournaient le cours d'eau hors du point de prélèvement, n'alimentant plus le canal usinier suffisamment pour garantir un débit nécessaire à la production.</p> <p>Cela constitue une conformité. Toutefois, compte-tenu de ces démarches à engager au plus vite et des réflexions en cours quant à l'utilisation du canal usinier (cf. point n°2), il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure.</p>

L'Inspection rappelle par ailleurs qu'il est nécessaire que le propriétaire de l'ouvrage et le bénéficiaire du prélèvement engagent des démarches formelles auprès des différents organismes étatiques compétents (DDT, OFB) afin de s'assurer que les opérations d'entretiens soient conformes au référentiel en vigueur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de justifier de la mise en place de mesures effectives visant à s'assurer de l'entretien régulier des installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Rejets Air - périodicité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets Air - périodicité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. [...]</i>  <i>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un rapport de contrôle de combustion, requis selon les articles R. 224-20 et suivants du Code de l'environnement, par un fournisseur d'installations de combustion datant de moins d'un an. L'exploitant indique que la période de ces contrôles est trimestriel. L'inspection a constaté que ce rapport ne constituait pas un contrôle réglementaire de rejets atmosphériques au titre du présent article, notamment parce que: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les conditions de prélèvement ne sont pas précisées, notamment la norme appliquée ;</li> <li>• le point de prélèvement n'est pas indiqué et ne semble pas être dans les conditions normatives (dans la cheminée) ;</li> <li>• l'organisme en charge du contrôle ne semble pas agréé ou accrédité.</li> </ul> Ainsi, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de contrôle périodique datant de moins de deux ans des rejets atmosphériques de sa chaudière. Cela constitue une non-conformité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois